

## Trop d'État? Un baromètre de l'opinion

André Blais et Stéphane Dion

Numéro 11, hiver 1987

L'État privé

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040546ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040546ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Blais, A. & Dion, S. (1987). Trop d'État? Un baromètre de l'opinion. *Politique*, (11), 43–72. <https://doi.org/10.7202/040546ar>

# TROP D'ÉTAT? UN BAROMÈTRE DE L'OPINION.\*

André Blais et Stéphane Dion  
Université de Montréal

La taille de l'État est au cœur du débat politique des années «80». Aux néo-libéraux, qui dénoncent le poids des impôts et de la bureaucratie, les défenseurs de l'État providence répliquent qu'il faudrait encore davantage de planification, de services publics et de redistribution sociale. Qu'en pensent les populations?

Cette question est dans sa généralité celle de la distribution d'ensemble de l'opinion sur l'augmentation, la diminution ou le maintien à leur niveau actuel des taxes et dépenses publiques. Certes, l'État n'est pas que du budget, mais lorsqu'il s'agit de ne retenir qu'un seul indicateur de son ampleur, le niveau atteint de taxes et de dépenses est à juste titre le critère utilisé habituellement.

Il convient donc de se demander en premier lieu ce que pensent les populations de l'augmentation ou de la diminution des taxes et dépenses publiques. Mais l'opinion sur la taille de l'État renvoie aussi de façon plus spécifique aux profils socio-économiques des partisans de chaque option: les défenseurs de

---

\* Les auteurs tiennent à remercier Jean Crête, James Iain Gow et François Vaillancourt pour leurs commentaires sur une version antérieure de ce texte, ainsi que Pierre Mercille pour son assistance technique.

l'État et ceux qui en préconisent le retrait se recrutent-ils dans des composantes différentes de la société? Enfin, elle soulève une autre question, celle de l'effet électoral de ce clivage: les tenants de chaque option appuient-ils des partis différents?

Nous voici face à une question à trois volets: l'opinion dans 1) sa globalité, 2) ses composantes socio-économiques et 3) ses répercussions électorales. L'examen successif de chaque volet guidera le développement de ce texte. La démonstration sera puisée à même deux sources de données. La première est faite de l'ensemble des études disponibles en Amérique du Nord et en Europe. La deuxième provient d'un sondage effectué en novembre 1985 auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec<sup>1</sup>.

## I. Contribuables et bénéficiaires

Nous allons considérer l'état de l'opinion au Canada, aux États-Unis et en Europe. Ce large éclairage permettra de placer sur une base comparative les résultats du sondage au Québec.

### Le Canada

Au Canada, les sondages menés périodiquement par la Maison Gallup permettent de mesurer la mauvaise humeur des contribuables. En 1985, 69 % d'entre eux considèrent les impôts trop élevés; dans les années «60», moins d'un contribuable sur deux

---

1. Ce sondage a été administré au cours de la dernière campagne électorale provinciale, pour le compte du journal *Le Devoir* et de Radio-Québec, sous la direction de trois politologues: Jean Crête et Vincent Lemieux, de l'Université Laval, et André Blais, de l'Université de Montréal. Les entrevues ont été réalisées par téléphone auprès d'un échantillon constitué à l'aide d'une méthode de génération aléatoire des numéros téléphoniques. L'étude comprend un échantillon initial de 1598 personnes et un échantillon supplémentaire de 245 non-francophones (pour permettre une analyse des groupes ethniques). L'échantillon total a été pondéré en fonction de la taille de l'échantillon initial, soit 1598 cas. Le taux de réponse est de 63,5 %. La méthodologie est discutée en détail ailleurs (*Le Devoir*, 22 novembre 1985).

se plaignait de la voracité des gouvernements. C'est au Québec que le degré d'insatisfaction est le plus fort en 1985 (79 %), alors que le contraire prévalait à l'aube de la Révolution tranquille. Les Canadiens des années «80» ne se plaignent pas seulement du fardeau fiscal mais aussi de la bureaucratie envahissante. Selon un sondage récent (Gallup janvier 1986), 47 % d'entre eux voient dans la puissance des gouvernements la principale menace qui pèse sur le pays, bien avant la puissance des syndicats (24 %) et de la grande entreprise (18 %). Pour combattre le déficit du gouvernement fédéral, la majorité (53 %) préconise une réduction des services alors que seulement 30 % optent pour une augmentation des impôts<sup>2</sup>. Les Canadiens souhaitent d'ailleurs que le gouvernement fédéral mette de l'ordre dans ses finances: la majorité (environ 60 %) estime que la réduction du déficit aurait un impact positif plutôt que négatif sur l'économie (Johnston 1986).

Le poids des gouvernements est perçu comme intolérable et le système politique canadien se voit menacé d'une révolte de ses contribuables à en croire le tableau qui vient d'être dressé. En fait, la situation est plus compliquée. La proportion des contribuables mécontents est élevée, certes, mais stable depuis 1970. Les Canadiens souhaitent la réduction du déficit mais sont loin d'en faire la préoccupation de l'heure; ils sont peu nombreux à assigner comme priorité au gouvernement fédéral d'équilibrer son budget et la grande majorité (61 %) est avant tout préoccupée par le chômage (Gallup nov. 1986). Plus important: plusieurs répondants favorables dans l'abstrait aux compressions changent d'avis une fois placés devant des choix spécifiques (Johnston 1986, 205-216). L'opposition est d'autant plus massive que les programmes visés par les compressions sont importants et coûteux (éducation, santé). Et même, la grande majorité des Canadiens serait favorable à un

---

2. Sondage administré en 1983, rapporté dans JOHNSTON (1986). La préférence pour les compressions était encore plus forte une année auparavant (65 %-20 %).

accroissement des services sociaux au bénéfice des pauvres (70 %), des handicapés (90 %) et des personnes âgées (81 %) (Johnston 1986, *idem*).

La vérité est que la population canadienne est ambivalente. Elle désire un allègement du fardeau fiscal et semble pour cela prête à accepter une réduction de l'offre globale de services publics. Mais elle est bien en peine de nommer quels services devraient être touchés par les compressions.

### Les États-Unis

L'ambivalence canadienne est aussi celle du grand voisin américain. On y retrouve une résistance réelle à la taxation et un appui non moins réel pour les services financés par cette même taxation. Que les impôts soient trop élevés est un sentiment partagé par quatre contribuables américains sur cinq; chiffre impressionnant mais qui ne correspond aucunement à une évolution dramatique puisque la proportion des mécontents était déjà de 72 % en 1969 (Ladd 1979). L'insatisfaction des contribuables est tempérée par l'attachement des Américains pour leurs services publics. Ils jugent excessif le poids de l'État en général<sup>3</sup>, mais tiennent au maintien de chacun des services pris en particulier. Un sondage de 1978 indique qu'ils n'étaient que 6 % à souhaiter des compressions majeures dans les services de police, 18 % dans les bibliothèques, 7 % la salubrité publique, 16 % les transports publics, 7 % les écoles, etc. (Ladd 1979). La grande majorité souhaitait plutôt le maintien ou même une hausse des dépenses dans chacun des secteurs. L'impopularité des compressions a d'ailleurs survécu dans son intégralité aux années Reagan (Ladd 1985; Ferguson et Rogers 1986; Navarro 1985).

---

3. 69 % d'entre eux jugent le budget fédéral trop important plutôt que raisonnable (17 %) ou insuffisant (4 %) (GALLUP février 1984).

Le citoyen américain penche-t-il plutôt du côté du contribuable excédé ou du bénéficiaire de services? Une série de sondages indique que la proportion des Américains favorables à une baisse des impôts et des services se stabilise entre 30 % et 40 %, alors que ceux favorables à une hausse n'atteint jamais les 10 % (Fisher 1985). Avant de conclure à un appui quatre fois plus large en faveur du contribuable, il faut prendre en compte deux éléments. En premier lieu, la baisse de l'offre de services évoquée ici est globale et nous savons que la résistance aux compressions s'accroît à la mesure de leur spécificité. En second lieu, près de la moitié de la population exprime une préférence pour le maintien du niveau actuel de taxes et de services, de sorte qu'une coalition des partisans du statu quo et de la hausse des taxes et services dominerait largement en nombre les partisans des coupes dans les dépenses publiques (Fisher 1985).

Il semblerait qu'une proportion significative de contribuables-bénéficiaires trouve une solution à son dilemme dans ce qu'on a appelé le syndrome du «Free Lunch» ou du «Something-for-Nothing» (Citrin 1979). En clair, ces citoyens veulent plus de services pour moins de dépenses. Souhait irréaliste? Il se trouve que les Américains croient à l'inefficacité des gouvernements. En 1978, 63 % d'entre eux estimaient que les gouvernements gaspillaient trop d'argent et qu'avec plus de rigueur il leur serait facile de diminuer les impôts tout en maintenant les services existants (Ladd 1979). En 1984, ils étaient 70 % à considérer qu'il y a beaucoup de gaspillage au gouvernement (Ladd 1985). Deux exemples vont nous permettre d'illustrer ces différentes facettes de l'opinion publique américaine: les référendums fiscaux et le déficit fédéral.

Des observateurs avaient vu dans la vague de référendums fiscaux de la fin des années «70» le signe précurseur de la révolte massive des contribuables américains (Field 1978; Musgrave 1979). En fait, les mouvements de contribuables ont évolué autrement.

Les électeurs ont démontré par leurs comportements que c'est par rapport aux bénéfices reçus que les impôts sont perçus comme trop élevés. On ne souhaite pas une baisse de services mais une plus grande efficacité des gouvernements (Scott, Grassmick et Eckert 1981). La majorité des électeurs désire le maintien ou l'augmentation du niveau de services même lorsqu'ils votent en faveur des restrictions budgétaires (Laad et Wilson 1983)<sup>4</sup>. Sondés aux lendemains d'un référendum important, les électeurs du Massachusetts estimaient dans leur grande majorité que les revenus des gouvernements pourraient être réduits de 15 % sans affecter les services offerts à la population (Bos 1982).

Tous ces traits de l'opinion sont confirmés par la fameuse proposition 13, approuvée en 1978 par 65 % des électeurs californiens. Cette année-là, les Californiens considéraient comme trop élevées les taxes des localités et de l'État, ils jugeaient leurs gouvernements inefficaces et hors contrôle, mais en même temps, ils estimaient que les dépenses devaient être maintenues ou accrues dans pratiquement tous les domaines. Depuis, les études indiquent que les Californiens ne regrettent pas leur vote pour la proposition 13 (Citrin et Green 1985). Mais existe-t-il un appui majoritaire pour de nouvelles coupes sombres? En 1984, il semble bien que non: les électeurs californiens rejettent alors la proposition 36 qui demande que toute hausse de taxes au niveau local soit approuvée par les  $\frac{2}{3}$  des électeurs. Deux ans plus tard cependant, ils approuvent une mesure moins draconienne limitant à la majorité absolue l'appui nécessaire pour la majoration des taxes dans certaines villes.

---

4. Seulement 8 % des électeurs du Massachusetts favorables à une proposition de restriction budgétaire anticipaient, comme conséquence de leur choix, une diminution significative de la qualité ou de la quantité des services (SUSSKIN et HORAN 1983).

En plus de la Californie, cinq États se sont prononcés par référendum sur des questions fiscales en 1986<sup>5</sup>. Au Montana, les électeurs décident de geler la taxe foncière mais refusent de l'abolir. Au Massachusetts, le rythme des hausses d'impôts ne pourra plus excéder la croissance du pouvoir d'achat des salariés. En revanche, au Colorado, en Oregon et en Alaska, les électeurs rejettent divers projets de restriction budgétaire. Les ligues de contribuables enregistrent ainsi, à l'échelle du pays, trois victoires pour le même nombre de défaites, ce qui indique un certain regain du mécontentement fiscal. Mais pour être complet, il faut aussi prendre en compte les référendums portant sur des majorations de services. Dans deux États, l'effet combiné des diverses consultations assigne aux autorités à la fois des contraintes budgétaires et de nouvelles missions en termes de contrôles linguistiques (Californie) et de protection de l'environnement (Californie et Massachusetts). Rien n'aurait pu mieux traduire l'ambivalence de ces citoyens que les choix qu'ils ont eux-mêmes posés.

Outre l'impôt, les gouvernements recourent à l'endettement pour financer leurs dépenses. Aux États-Unis, le déficit fédéral a atteint des proportions inégalées. 81 % des Américains s'inquiètent de son ampleur selon un sondage Gallup (juin 1985). Mais ils ne sont que 20 % à appuyer une augmentation de taxes afin de réduire le déficit (Ladd 1985). Par ailleurs, trois Américains sur quatre seraient favorables à des programmes de création d'emploi même si cela devait accroître le déficit (sondage CBS/New York Times 1983). Comme au Canada, le chômage préoccupe davantage la population que les problèmes de trésorerie du gouvernement.

## L'Europe

Comparativement aux Américains, les contribuables européens semblent particulièrement tolérants. En Suède, pays modèle de

---

5. Ces renseignements sont tirés d'un dossier de presse que nous a remis gracieusement le service de presse du Consulat américain de Montréal.



la social-démocratie, la majorité estime la fiscalité supportable compte tenu des services offerts par l'État (Hadenius 1985, p. 352). Seul le Danemark a vu le ressentiment des contribuables donner lieu à un mouvement politique d'importance dans les années «70». Mais même au plus fort du mouvement, les sondages montraient les Danois réfractaires aux compressions à l'exception de celles qui pourraient éventuellement s'appliquer à la Défense ou aux salaires des employés du secteur public (Hibbs et Madsen 1981, p. 429).

Dans la mesure où les données permettent des comparaisons entre pays, l'opposition à l'expansion de l'État dans les années «70» pouvait être qualifiée de forte au Danemark, moyenne en Grande-Bretagne et en Suède et faible aux Pays-Bas et en RFA (Hibbs et Madsen 1981). De telles estimations sont évidemment à reviser selon l'évolution des opinions. Ainsi, certaines données semblent indiquer qu'en Grande-Bretagne l'appui populaire pour les dépenses publiques s'est raffermi à la suite des compressions opérées par le gouvernement Thatcher (Lewis et Jackson 1985).

Les comparaisons entre Continents sont encore plus hasardeuses mais il est probable que les Européens soient plus favorables à l'État que les Nord-Américains. Environ la moitié des Britanniques souhaite une augmentation des services même si cela devait impliquer une hausse des impôts alors qu'un peu plus de 40 % optent pour une réduction des impôts ou le Statu Quo (Rose 1983). L'opinion des Britanniques paraît contraire à celle des Américains telle que rapportée par Fisher. Bien que la formulation des questions accentue probablement le contraste<sup>6</sup>, il paraît raisonnable de poser que les Britanniques s'inquiètent moins de la croissance de l'État que les Nord-Américains. L'hypothèse vaut peut-être aussi pour l'Europe en général.

---

6. La question posée aux Britanniques donne des exemples de services (la santé, l'éducation) mais non d'impôts, ce qui rend moins attrayant l'option des compressions. Le libellé exact de chaque question est donné plus loin dans le texte (TABLEAU I).

## Le Québec

Aux répondants de notre sondage a été posée la question suivante: «À votre avis, le gouvernement devrait-il augmenter les services et les impôts, diminuer les services et les impôts, ou les maintenir à leur niveau actuel?» C'est là une question classique sur la taille de l'État (Fisher 1985) qui exige du citoyen-contribuable qu'il fasse un bilan coûts-bénéfices de l'ensemble de l'intervention gouvernementale et qu'il établisse sa position sur la direction générale souhaitée. Du tableau I, il ressort que la majorité des Québécois est favorable au Statu Quo en matière de taxes et dépenses publiques. Parmi les adeptes du changement, ceux qui demandent un retrait de l'État sont cinq fois plus nombreux que les partisans d'une plus grande intervention. Ces résultats ressemblent bien davantage à ceux obtenus par Fisher aux États-Unis qu'à ceux rapportés par Rose en Grande-Bretagne<sup>7</sup>. À noter toutefois que les partisans de la baisse des taxes et services sont légèrement moins nombreux au Québec qu'aux États-Unis alors même que l'intervention de l'État y est plus importante<sup>8</sup>.

Au Québec comme ailleurs, la réticence du contribuable s'affaiblit lorsque l'enjeu des services est posé plus concrètement. L'élargissement de l'État ne séduit guère les Québécois et pourtant ils seraient d'accord pour augmenter les prestations des jeunes assistés sociaux (58 %) et l'aide aux entreprises (82 %)<sup>9</sup>. Ils se portent même à la défense de leurs fonctionnaires: 57 % de ceux

---

7. Les «indifférents» ou «sans opinion» représentent 13 % des répondants du sondage québécois, 14 % du sondage américain et 6 % du britannique. Ils ne sont pas pris en compte dans le tableau I ainsi que de façon générale dans ce texte.

8. Cette distorsion se retrouve aux États-Unis mêmes: les États les plus taxés ne sont pas forcément ceux où culmine le mécontentement fiscal (HANSEN 1983).

9. L'appui massif à l'aide aux entreprises mérite d'être souligné. Il est nouveau (BLAIS 1986, p. 142) et doit être attribué en partie au taux élevé du chômage, qui ne manque pas d'alimenter la demande pour des subventions aux entreprises qui créent ou maintiennent des emplois, et en partie à l'image de plus en plus positive de l'entreprise (YOUNG 1983) qui apparaît comme une cible légitime de l'aide gouvernementale.

TABLEAU I

L'opinion sur la taille de l'État; comparaison entre le Québec, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

	Québec novembre 1985 <sup>1</sup> (%)	États-Unis mai 1982 <sup>2</sup> (%)	Grande-Bretagne mars 1983 <sup>3</sup> (%)
<i>Opinion sur la taille de l'État</i>			
augmenter	7	9	52
maintenir	60	49	23
diminuer	33	42	24

- 1- La question était la suivante: «À votre avis, le gouvernement devrait-il augmenter les services et les impôts, diminuer les services et les impôts ou les maintenir à leur niveau actuel?»
- 2- La question était la suivante: «Considering all government services on the one hand and taxes on the other, which of the following statements comes closest to your view? Decrease services and taxes, keep taxes and services about where they are, or increase services and taxes?» Source: Fisher (1985).
- 3- La question était la suivante: «People have different views about whether it is more important to reduce taxes or keep up government spending. How about you? Which of these statement comes closest to your own view? 1) taxes being cut, even if it means some reduction in government services, such as health, education and welfare, 2) things should be left as they are, 3) government services such as health, education and welfare should be extended even if it means some increase in taxes?» Source: Rose (1983).

qui ont une opinion se déclarent en désaccord avec la diminution de salaires imposée par le Gouvernement du Québec à ses employés en 1982<sup>10</sup>. Élément tout à fait remarquable, même les partisans de la diminution globale des taxes et dépenses publiques préconisent une aide accrue aux jeunes et aux entreprises et désapprouvent la mesure de 1982. Les Québécois n'échappent pas à l'ambivalence du contribuable-bénéficiaire.

---

10. Il est probable que le désaveu de plusieurs répondants vise la méthode du gouvernement (les décrets) plutôt que l'objectif même de limitation de la masse salariale du secteur public.

TABLEAU II

L'appui à trois formes d'intervention gouvernementale et l'opinion sur la taille de l'État.

<i>Opinion sur la taille de l'État</i>	<i>Pourcentage d'appui</i>		
	à l'augmentation de l'aide aux jeunes assistés sociaux <sup>1</sup>	à l'augmentation de l'aide aux entreprises <sup>2</sup>	aux diminutions de salaire dans le secteur public <sup>3</sup>
augmenter	80 <sup>4</sup> (N = 83)	82 (N = 83)	28 (N = 84)
maintenir	58 (N = 728)	83 (N = 756)	47 (N = 771)
diminuer	56 (N = 421)	80 (N = 415)	41 (N = 405)
	$X^2 = .00$	$X^2 = .36$	$X^2 = .00$

- 1- La question était la suivante: «Êtes-vous plutôt favorable, plutôt défavorable ou indifférent(e) à l'idée d'augmenter les prestations des jeunes assistés sociaux?»
- 2- La question était la suivante: «Êtes-vous plutôt favorable, plutôt défavorable ou indifférent(e) à l'idée que le gouvernement augmente son aide à l'entreprise privée?»
- 3- La question était la suivante: «En 1982, le gouvernement du Québec a diminué les salaires des employés du secteur public. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec cette mesure.
- 4- Ce chiffre s'interprète de la façon suivante: parmi les tenants d'une augmentation de la taille de l'État, 80 % se déclarent favorables à l'augmentation de l'aide aux assistés sociaux.

\*  
\*\*

Les indices concordent: l'Occident s'inquiète du fardeau fiscal mais tient au maintien des services. Une différence de sensibilité paraît exister entre Européens et Nord-Américains, les premiers étant probablement plus favorables à l'État que les seconds.

Tout se passe comme si les populations demandaient à leurs gouvernements de stopper la fiscalité, sans diminuer les services, au moyen d'une rationalisation des dépenses. Partout, la réticence du contribuable s'affaiblit lorsque les services sont mis en cause de façon spécifique. Aux États-Unis cependant, où les études sont plus nombreuses et complètes, on constate que le contribuable se réveille à nouveau lorsqu'est évoquée la gestion interne de l'État plutôt que le service au public.

## II. La structure de l'opinion

Il s'agit maintenant de préciser comment se structure cette opinion générale en matière de taxes et dépenses publiques. Y a-t-il des catégories socio-économiques qui partagent surtout la rationalité du contribuable tandis que d'autres s'identifient aux intérêts du bénéficiaire? À priori, trois dimensions socio-économiques devraient départager les tenants de chaque option: le revenu, le secteur d'emploi (public ou privé) et la dépendance économique face à l'État. L'hypothèse sous-jacente est évidemment que l'orientation des individus reflète leur propre intérêt économique: ceux qui obtiennent de l'État davantage qu'ils ne contribuent à ses revenus ont tendance à réagir en bénéficiaires, tandis que les contribuables déficitaires éprouvent le sentiment de payer un impôt excessif.

### Le revenu

La variable du revenu vient tout de suite à l'esprit dès qu'il est question d'intérêt personnel. Étant donné que l'incidence d'ensemble de la politique budgétaire (dépenses et fiscalité) est généralement progressive (Saunders et Klau 1985), l'hypothèse la plus évidente serait que la proportion des contribuables mécontents est plus élevée dans les catégories supérieures de revenus. De fait, une étude menée en Grande-Bretagne indique sans surprise que

la progressivité de l'impôt est moins bien acceptée chez les citoyens à hauts revenus (Lewis 1979). Aux États-Unis, le sentiment d'injustice vis-à-vis de la structure de taxation s'accroît avec la richesse (Ladd 1979). Fisher (1985) a recensé cinq études — deux menées aux États-Unis, deux au Royaume-Uni et une en Suède — qui confirment un lien entre le revenu et la préférence à la baisse des dépenses publiques (voir également Neiman et Riposa 1986). Toutefois, le même Fisher mentionne trois études où l'hypothèse ne se vérifie pas, dont la sienne menée en 1977 auprès de deux mille Américains. Par ailleurs, les études sur les référendums fiscaux en arrivent à une corrélation étonnamment faible entre les hauts revenus et le vote en faveur d'une baisse de taxes. À deux occasions, on a même recueilli des indications qui laissent penser que les catégories les plus faibles de revenus ont eu tendance à voter comme les plus riches, la résistance aux restrictions budgétaires étant plutôt le fait des catégories moyennes (Citrin 1979; Courant 1980).

On peut conclure que la variable revenu exerce un effet moins important qu'on aurait pu le croire et qui ne se vérifie pas toujours au regard des différentes études.

### Le secteur d'emploi

L'impact de l'intérêt personnel peut se mesurer par un autre indicateur, soit le clivage entre le secteur public et le secteur privé. L'hypothèse ici est que les employés du secteur public ont un intérêt personnel à l'accroissement des dépenses de l'État car ils en tirent des avantages directs sous formes de meilleures rémunérations, conditions de travail agréables, sécurité d'emploi, promotions accélérées, etc. (Niskanen 1971). Malheureusement, rares sont les études qui prennent en compte la variable du secteur d'emploi (Blais et Dion 1986). De plus, les données sont contradictoires d'un pays à l'autre. Si en Suède, la réduction de la taille de l'État est un objectif nettement moins populaire dans le secteur

public que dans le secteur privé (Sarlvik et Homlberg 1985), en Grande-Bretagne le secteur d'emploi ne semble pas affecter les attitudes quant au niveau souhaité de dépenses gouvernementales (Lewis et Jackson 1985).

Aux États-Unis, on a vérifié qu'à l'occasion de référendums fiscaux, les employés des gouvernements visés par les restrictions budgétaires étaient en effet moins enclins à appuyer une baisse de taxes. Mais là encore, la corrélation n'apparaît pas aussi forte qu'on aurait pu s'y attendre alors même que le niveau souhaité de taxes et dépenses publiques constitue l'enjeu de ce type de consultations (Citrin et Green 1985; Gramlich et Rubinfeld 1982; Laad et Wilson 1983).

### **La dépendance sociale**

Les catégories de population les plus dépendantes de l'État sont logiquement les plus susceptibles de s'identifier aux intérêts des bénéficiaires. Deux études testent cette hypothèse. La première montre que les chômeurs et les assistés sociaux ont eu encore plus tendance que les employés du secteur public à voter contre la baisse des taxes lors d'un référendum aux États-Unis (Gramlich et Rubinfeld 1982). La corrélation demeure très relative mais il faut préciser que les référendums locaux n'affectent pas le budget du gouvernement fédéral d'où provient l'essentiel des prestations sociales. La seconde étude, menée en Grande-Bretagne, indique un sentiment d'opposition aux compressions budgétaires chez les individus particulièrement dépendants des services publics en termes de logement, de transport et de santé (Duke et Edgell 1984).

Les autres variables socio-économiques contribuent assez peu à préciser la structure de l'opinion. Parfois, les femmes semblent davantage opposées aux compressions (Laad et Wilson 1983; Courant 1980). On a enregistré chez les ouvriers britanniques un appui particulier pour l'accroissement des dépenses publiques (Lewis et

Jackson 1985) mais la même tendance n'a pas été notée aux États-Unis. L'éducation paraît accroître la tolérance envers l'impôt, exerçant ainsi un effet contraire à la variable revenu (Citrin 1979; Fisher 1985; Johnston 1986; Laad et Wilson 1983; Neiman et Riposa 1986). En revanche, l'âge n'exerce pas un effet bien déterminé.

### La structure de l'opinion au Québec

Notre sondage permet de vérifier si les variables socio-économiques, en particulier le revenu, le secteur d'emploi et la dépendance sociale, constituent des clivages importants de l'opinion québécoise sur les taxes et dépenses publiques. En ce qui concerne le revenu, l'hypothèse est infirmée au niveau de l'analyse bivariable, la proportion des partisans de chaque option demeurant constante indépendamment de l'échelle des revenus.

TABLEAU III

L'opinion sur la taille de l'État selon le revenu brut du ménage.

	Revenu (\$)					
	0 à 9 999	10 000 à 19 999	20 000 à 29 999	30 000 à 39 999	40 000 à 49 999	50 000 et plus
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
<i>Opinion</i>						
augmenter	6	8	6	3	5	7
maintenir	57	62	66	68	61	58
diminuer	36	30	28	29	34	34
	N = 75	N = 195	N = 255	N = 215	N = 144	N = 169
	$X^2 = .44$					

Le secteur d'emploi n'exerce aucun effet sur la demande globale d'État (TABLEAU IV). Tout comme les membres du



secteur privé, les fonctionnaires ne souhaitent pas encourir un financement accru des dépenses publiques et ne manifestent aucun parti pris pour leur secteur d'emploi. Par contre, la distinction public-privé s'impose comme le clivage majeur en ce qui touche précisément les compressions salariales de 1982 (TABLEAU V). Sans surprise, l'opinion se range selon le secteur d'emploi à l'occasion d'un enjeu qui rejoint directement l'intérêt spécifique des fonctionnaires. La logique de l'intérêt personnel voulait que le fonctionnaire réagisse en salarié menacé et le membre du secteur privé en contribuable, que le premier condamne le geste du gouvernement et le second l'appuie. De fait, c'est ce qui se produit dans une large mesure. Il aurait été étonnant que l'hypothèse soit infirmée ici mais encore laisse-t-elle inexplicquée l'attitude de la moitié du secteur privé et de près d'un fonctionnaire sur cinq. On peut en déduire que le secteur d'emploi n'exerce pas d'effet sur l'opinion générale mais devient une variable importante lorsque les employés du secteur public sont les seuls travailleurs touchés par une décision de l'État-patron.

TABLEAU IV

L'opinion sur la taille de l'État selon le secteur d'emploi.

	<i>Secteur</i>	
	public (%)	privé (%)
<i>Opinion</i>		
augmenter	4	3
maintenir	62	69
diminuer	33	28
	N = 183	N = 429

$$X^2 = .74$$

TABLEAU V

L'opinion sur la diminution des salaires des fonctionnaires selon le secteur d'emploi.

<i>Opinion</i>	<i>Secteur</i>	
	public (%)	privé (%)
en accord avec la diminution	18	51
en désaccord avec la diminution	82	49
	N = 193	N = 436
	$X^2 = .00$	

Les résultats du tableau VI sont particulièrement clairs: la dépendance sociale n'est guère une variable discriminante de la demande globale d'État au Québec. La même opinion est partagée

TABLEAU VI

L'opinion sur la taille de l'État selon la principale occupation.

<i>Opinion</i>	<i>Principale occupation</i>					
	Emploi à temps plein (%)	Emploi à temps partiel (%)	Chômage (%)	Retraite (%)	Études (%)	À la maison (%)
augmenter	6	4	4	6	13	8
maintenir	64	60	67	61	57	56
diminuer	31	36	30	33	30	35
	N = 881	N = 118	N = 62	N = 107	N = 138	N = 222
	$X^2 = .00$					

par tous quel que soit le statut sur le marché du travail, du chômeur au détenteur d'un emploi permanent. Les chômeurs du Québec sont nettement plus nombreux à souhaiter la diminution de l'État que l'inverse!

Ces données tendent à infirmer la thèse selon laquelle l'opinion sur la taille de l'État peut s'expliquer en termes de calcul économique rationnel. Pour en arriver à une conclusion définitive, il convient cependant de procéder à une analyse multivariée qui permet de contrôler l'effet d'autres variables. Les résultats de l'analyse PROBIT (Aldrick et Forest 1983) sont présentés au tableau VII<sup>11</sup>. Les tendances ne sont pas différentes de celles déjà rapportées en ce qui concerne la dépendance sociale et le secteur d'emploi. L'hypothèse selon laquelle les dépendants (chômeurs, retraités, étudiants) s'opposent davantage à une réduction de l'intervention gouvernementale est nettement infirmée. Les employés du secteur public ne posent pas en adversaires du retrait de l'État<sup>12</sup>. Mais à l'inverse de ce que laissait voir l'analyse bivariée, l'appui à une diminution des services et des impôts augmente avec le revenu lorsque les autres variables sont neutralisées; l'effet demeure faible cependant. Par ailleurs, l'opposition à la réduction de l'État est plus forte chez les plus âgés et les plus scolarisés<sup>13</sup>. Avec l'âge, les Québécois s'attachent au service public. Avec l'éducation, ils acceptent mieux l'impôt, tendance aussi notée aux États-Unis.

---

11. Le tableau indique de combien la probabilité d'une opinion favorable à la diminution des services et impôts augmente selon les catégories de chaque variable, les autres variables étant tenues constantes.

12. Sauf si leurs salaires sont directement visés. Nous avons procédé à une autre analyse multivariée qui confirme l'impact du secteur d'emploi sur l'opinion face aux mesures de 1982.

13. La relation est cependant non linéaire et se renverse chez les très scolarisés.

TABLEAU VII

L'opinion sur la taille de l'État et les caractéristiques socio-économique: analyse PROBIT<sup>1</sup>

<i>Variables</i>	<i>Coefficient PROBIT transformé<sup>2</sup></i>
RÉGION	+ .03 (1.09)
LIEU DE NAISSANCE	— .04 (0.74)
BILINGUISME	— .03 (0.79)
RELIGION	+ .05 (1.38)
CONJOINT	+ .05 (1.36)
LANGUE	— .08 (1.68)
MAISON	— .04 (1.12)
SECTEUR	+ .07 ( 1.88)
SEXE	— .03 (0.94)
SANS EMPLOI	+ .03 (0.72)
(REVENU) <sup>2</sup>	+ .03 (1.74) <sup>x</sup>
(SCOLARITÉ) <sup>2</sup>	— .16 (2.54) <sup>xx</sup>
ÂGE (log.)	+ .17 (2.18) <sup>xx</sup>
CONSTANTE	— .05 (3.03) <sup>xx</sup>
	+ .31 (2.87) <sup>xx</sup>
$\hat{R}^2$	.04
N	1034

1- Pour la variable dépendante, la valeur 1 correspond à «en faveur d'une diminution des services et des impôts» Pour les variables indépendantes, elle renvoie aux catégories suivantes: RÉGION: Montréal; LIEU DE NAISSANCE: Province de Québec; BILINGUISME: bilingue; RELIGION: assiste à une cérémonie religieuse toutes les semaines; CONJOINT: présence d'un conjoint; LANGUE: la langue d'usage est le français; MAISON: l'interviewé est aux soins de la maison; SECTEUR: l'interviewé travaille dans le secteur public; SEXE: homme; SANS EMPLOI: l'interviewé est en chômage, à la retraite, aux études à temps plein, invalide ou assisté social. Le revenu, la scolarité et l'âge sont traités comme variables numériques et les coefficients indiquent la différence entre la valeur moyenne et la valeur moyenne plus un écart-type.

2- Les valeurs du test «t» figurent entre parenthèses.

x- significatif à .05 % (test unilatéral).

xx- significatif à 0.5 % (test bilatéral).

\*  
\*\*

Manifestement, le modèle de l'intérêt économique ne donne pas de bons résultats. Sans doute, la principale variable de ce modèle — le revenu — a l'effet prédit, mais cet effet est faible

et certaines études ne le vérifient même pas. Le secteur d'emploi ne joue que sur des enjeux particuliers et rien n'indique qu'il affecte l'opinion sur les taxes et services. Un lien entre la dépendance sociale et la demande d'État a été décelé aux États-Unis et en Grande-Bretagne mais l'hypothèse a été clairement infirmée au Québec. En somme, le modèle de l'intérêt économique n'est pas à rejeter entièrement mais il ne rend compte que d'une faible partie des attitudes<sup>14</sup>.

Il faut même admettre que, de façon générale, les caractéristiques socio-économiques ne structurent pas l'opinion sur la taille de l'État. Le pourcentage de la variance expliqué au tableau VII n'est que de 4 %<sup>15</sup>. Contribuables et bénéficiaires ont des contours indéfinis qui ne renvoient guère à des groupes cibles.

### III. Le choix des électeurs

S'il est impossible de donner une figure socio-économique aux contribuables et aux bénéficiaires, peut-être ceux-ci en revanche reconnaissent-ils les partis qui correspondent à leurs préférences. L'hypothèse évidente ici est que les tenants du retrait de l'État votent à droite et ceux de son expansion à gauche. Sur ce plan, les études disponibles ne couvrent que deux pays, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

#### Les électeurs britanniques et américains

Une série d'études menées en Grande-Bretagne montrent une forte corrélation entre l'intention de vote et les préférences en termes de finances publiques (Beedle et Taylor-Gooby 1983;

---

14. C'est loin d'être la première fois que le modèle de l'intérêt économique se révèle inefficace pour structurer l'opinion (SCHLOZMAN et VERBA 1979; KINDER 1983).

15. D'autres régressions mesurant cette fois les différences ouvriers-non ouvriers et syndiqués-non syndiqués n'ont donné aucun résultat significatif.

Edgell et Duke 1982; Heath, Jowell et Curtice 1985; Lewis 1980; Lewis et Jackson 1985; Whiteley 1986). Les électeurs travaillistes favorisent un niveau de dépenses nettement supérieur aux conservateurs, les électeurs de l'Alliance se situant à un niveau intermédiaire.

Aux États-Unis, l'identification partisane est une variable significative qui exerce un effet conforme à la position traditionnelle des deux grands partis. Un sondage de 1977 indique que 44 % des Républicains souhaitaient une diminution des taxes et services comparé à 29 % des Démocrates et 31 % des électeurs indépendants (Fisher 1985). Selon des sondages plus récents, les Républicains seraient en proportion deux fois plus nombreux que les Démocrates à approuver des compressions dans les programmes sociaux afin de réduire le déficit (Gallup juin 1985) et à voir dans les dépenses excessives des gouvernements le principal problème du pays (Gallup février 1984)<sup>16</sup>.

### Les électeurs québécois

Les résultats de notre sondage sont formels: il y a absence de contraste entre les électors des grands partis au Québec du point de vue de l'opinion sur la taille de l'État. L'uniformité prévaut entre les électors péquiste et libéral de l'élection provinciale de 1985 (TABLEAU VIII) et conservateur et libéral de l'élection fédérale de 1984 (TABLEAU IX). Aucune des grandes formations n'attire à elle une option particulière et elles doivent plutôt se partager les partisans de l'augmentation ou de la diminution de l'État. On notera cependant la similitude entre péquistes et conservateurs: fort attachement au Statu Quo et moindre tendance

---

16. En ce qui concerne d'autres pays, des études indiquent sans surprise que l'intervention gouvernementale est mieux perçue à gauche qu'à droite en Suède (BORRE 1984) et en France (CAPDEVIELLE et al., p. 297). En revanche, Auh (1981) n'a décelé aucune association entre préférences partisanes et opinions sur l'État providence au Japon.

que les libéraux à favoriser un changement, quel qu'il soit. Bien que faible, cet écart entre les libéraux et leurs principaux rivaux indique le caractère hétérogène de la clientèle libérale et l'effacement de la sensibilité social-démocrate du Parti québécois.

C'est entre le NPD et les autres partis que le contraste apparaît. Les tenants de l'augmentation des taxes et dépenses publiques se retrouvent en plus grande proportion dans ce tiers parti social-démocrate qui, inversement, séduit moins ceux qui préconisent le retrait de l'État. Cette spécificité du NPD empêche de conclure à l'absence d'association entre l'opinion sur le rôle de l'État et le vote au Québec. Association bien partielle, en effet, qui ne joue que pour un tiers parti et essentiellement chez les électeurs qui préconisent la croissance de l'État, un groupe fort minoritaire.

TABLEAU VIII

Le vote à l'élection provinciale de 1985 et l'opinion sur la taille de l'État.

	Vote			
	Parti Québécois (%)	Parti Libéral (%)	Nouveau Parti Démocratique (%)	Autres partis (%)
<i>Opinion</i>				
augmenter	3	9	12	8
maintenir	69	54	62	52
diminuer	28	36	25	40
	N = 462	N = 507	N = 51	N = 63
	$X^2 = .00$			

TABLEAU IX

Le vote à l'élection fédérale en 1984 et l'opinion sur la taille de l'État.

<i>Opinion</i>	<i>Vote</i>			
	Parti Conservateur (%)	Parti Libéral (%)	Nouveau Parti Démocratique (%)	Autres partis (%)
augmenter	4	9	16	4
maintenir	67	58	63	69
diminuer	29	32	21	27
	N = 478	N = 342	N = 55	N = 23
	$X^2 = .00$			

TABLEAU X

Le vote NPD et l'opinion sur la taille de l'État: analyse PROBIT<sup>1</sup>.

<i>Variables</i>	<i>Coefficient PROBIT transformé<sup>2</sup></i>	
	<i>Vote NPD provincial (1985)</i>	<i>Vote NPD fédéral (1984)</i>
Augmentation de l'État	+ .13 (2.68) <sup>xx</sup>	+ .09 (2.28) <sup>xx</sup>
Diminution de l'État	- .00 (0.07)	+ .01 (0.45)

1- Pour la variable dépendante, la valeur 1 correspond au vote NPD. Pour les variables indépendantes, elle renvoie à ceux qui sont en faveur d'une augmentation (ou d'une diminution) des services et impôts. Les résultats en ce qui concerne les variables socio-économiques ne sont pas rapportés ici.

2- Les valeurs du test «t» figurent entre parenthèses.

xx- significatif à .05 % (test bilatéral).



L'analyse multivariée présentée au tableau X confirme la spécificité du NPD, tant au fédéral qu'au provincial. Plus justement: le fait d'appartenir au groupe minoritaire qui favorise une augmentation des services et des impôts accroît la probabilité d'être un électeur NPD.

\*  
\*\*

L'association entre l'opinion sur la taille de l'État et le vote apparaît beaucoup plus faible au Québec qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Les tenants d'une réduction de l'intervention gouvernementale au Québec n'ont pas choisi un parti de ralliement. Bien que différent des autres, l'électorat NPD est loin d'être aussi homogène qu'on aurait pu le croire, car il faut bien constater qu'il est davantage favorable au retrait qu'à l'augmentation de l'État contrairement à la position traditionnelle de ce tiers parti.

Il convient de ne pas exagérer la portée du clivage partisan aux États-Unis et en Grande-Bretagne. L'électorat conservateur de ces deux pays est certes méfiant envers l'État, mais il ne se montre pas vraiment hostile aux programmes gouvernementaux à l'exception peut-être des dépenses d'aide sociale (Citrin 1979; Lewis et Jackson 1985). De plus, il devient lui aussi demandeur d'État dans la mesure où son inclination pour la sécurité, l'ordre et le prestige national se traduit forcément en revendication budgétaire. Enfin, il n'échappe pas aux variations de l'opinion générale comme l'atteste l'appui déclinant de l'électorat conservateur pour la politique d'austérité du gouvernement Thatcher (Lewis et Jackson 1985)<sup>17</sup>.

---

17. " Par contre, la privatisation des entreprises publiques obtient un appui croissant (CURTICE 1986). On voit à quel point les mouvements de l'opinion ne suivent pas uniformément le continuum droite-gauche, au grand dam des partis et des idéologues.

## Conclusion

Tout laisse croire que l'opinion publique est relativement homogène en Amérique du Nord en ce qui concerne le niveau atteint de taxes et dépenses publiques. On observe un fort attachement au Statu Quo et, parmi les tenants du changement, une préférence marquée pour un certain retrait de l'État. En comparaison, l'Europe est peut-être plus favorable à l'augmentation des services financés au prix d'une fiscalité accrue.

La corrélation entre le vote et l'opinion sur l'État est faible au Québec mais élevée aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Mais même dans ces deux pays, les grands partis ne peuvent compter sur un électorat résolument acquis à leur option de changement.

Parmi les variables socio-économiques, le revenu est la plus significative, mais dans l'ensemble la récolte des clivages de fond est pauvre de sorte que la structure de l'opinion demeure inexplicée. Dégus par le modèle de l'intérêt économique, des auteurs ont examiné une autre hypothèse liée cette fois à l'idéologie plutôt qu'à l'intérêt. L'hypothèse est que les individus prennent position selon une philosophie générale du gouvernement et de la société, la conception du bien et du souhaitable prévalant sur l'intérêt étroitement défini (Listhaug et Miller 1985). Un indice en ce sens a été recueilli aux États-Unis. On a observé que c'est parmi les tenants du retrait de l'État qu'est le plus répandu le syndrome du «Something for Nothing», opinion qui veut que la baisse des revenus des gouvernements aura pour effet de les contraindre à augmenter leur efficacité. La préférence pour une diminution des impôts est en effet corrélée avec le sentiment que les gouvernements sont inefficaces et corrompus, ou que leurs employés sont trop payés et travaillent moins que dans le secteur privé (Lowery et Sigelman 1981; Neiman et Riposa 1986). Une étude sur la proposition 2½, approuvée en 1980 par 59 % des électeurs du Mas-

sachussetts, illustre bien l'effet du sentiment de méfiance envers le secteur public. 66 % des répondants favorables à la proposition de restriction budgétaire jugeaient les gouvernements inefficaces et corrompus, opinion partagée que par 46 % des opposants à la proposition (Laad et Wilson 1983).

La corrélation est indiscutable, mais qu'explique-t-elle au juste sinon que ceux qui n'aiment pas l'État préconisent son retrait? Si l'explication par l'intérêt déçoit, celle par l'idéologie s'apparente à une tautologie. Pour sortir de l'impasse, des auteurs (Citrin et Green 1985; Fisher 1985; Hansen 1983; Lowery et Sigelman 1981) ont proposé un troisième modèle d'explication lié cette fois à «la confusion des esprits» qui viendrait en quelque sorte brouiller la perception de l'intérêt personnel et de la préférence idéologique. On pose ici que les individus dans leur grande majorité n'ont pas une opinion claire en ce qui concerne les finances publiques et de ce fait leur jugement manque de cohérence. Tout se passe comme si les individus s'estimaient incapables de déterminer le niveau de taxes et de services optimal du point de vue de leur intérêt et/ou de leur idéologie (Beck et al. 1986). Le choix entre la progression et le retrait de l'État n'a rien de simple et on peut comprendre qu'il laisse perplexes bien des individus sollicités de but en blanc par une enquête d'opinion. On peut supposer aussi que les individus craignent le changement dans un sens ou dans l'autre quand ils ignorent sur quelles bases anticiper ses conséquences. Plus fondamentalement, ce sentiment d'ignorance nous apparaît tenir à deux facteurs. En premier lieu, la preuve est faite que les réflexes du contribuable et du bénéficiaire se manifestent chez toutes les catégories socio-économiques. Or, ces réflexes sont contradictoires au point de répandre partout une indécision fondamentale. En second lieu, les gouvernements déploient bien peu d'efforts pour aider le citoyen à s'y retrouver et multiplient plutôt les complications déroutantes destinées à prévenir la révolte fiscale et l'assaut des «ayant-droit» de tous horizons (Hansen 1983).

Au regard du sondage au Québec, l'hypothèse de «la confusion des esprits» paraît convaincante. Nous l'appellerons sur un mode plus positif le modèle de «la rationalité limitée» en référence aux travaux de Simon et de Crozier. Il decevra quiconque recherche des causalités fortes, clairement liées à l'intérêt ou à l'idéologie, mais il est sans doute plus réaliste. En outre, il a pour avantage d'expliquer non seulement l'ambivalence de la population, mais aussi les stratégies hésitantes des partis qui la courtisent.

Il s'agit là d'une clé pour comprendre le jeu politique contemporain: chaque parti cherche à rassurer à la fois le contribuable et le bénéficiaire, avec pour conséquence le caractère centriste et indifférencié des plates-formes électorales. Manifestement, la majorité des partis à vocation de pouvoir estime suicidaire toute autre stratégie qui convierait la population à des choix douloureux compte tenu du fardeau fiscal déjà atteint, du degré d'endettement et de l'importance des services dans la vie de tous les jours des citoyens. À des degrés divers dans les démocraties, la droite comme la gauche se laissent gagner par le pragmatisme ambiant. Progressivement, on se fait une raison: la résistance à l'impôt ne se changera pas en Révolution conservatrice pas plus que l'attachement aux services ne fera le vide autour de l'État. La fluidité tant reprochée aux hommes politiques reflète en réalité celle de l'électorat, bien qu'on puisse supposer qu'en retour, elle ait pour effet de renforcer la mentalité du «Something-for-Nothing». Cette mentalité traduit trop bien les dispositions d'un électorat à qui les politiciens font miroiter plus de services pour moins de dépenses, avec le discours de la rigueur financière en guise de ligne politique.

Ceci dit, les grands paramètres de l'opinion publique sont relativement clairs. La volonté d'accroître ou de diminuer substantiellement l'État est peu marquée. Le Statu Quo est donc jugé satisfaisant. Par contre, la résistance à des hausses d'impôt est très forte et ne saurait être ignorée. Dans la mesure toutefois où des facteurs structurels comme le vieillissement des populations

conduisent à une augmentation « naturelle » des dépenses (Etzioni-Halevy 1985; Rose 1985), il y a là un beau dilemme, que du reste les populations ne semblent pas encore prêtes à trancher. Le message qu'elles adressent aux gouvernements est de procéder de façon modérée et prudente, de pourchasser le gaspillage et, si cela s'avère absolument nécessaire, d'envisager une diminution des services de préférence à une augmentation des impôts.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALDRICK, Joh, FOREST, Nelson (1984), *Linear Probability Logit and Probit Models*, Beverly Hills, Sage.
- AUH, Soo Young (1981), « Political Participation and Policy Preference in Japan », dans CAMPBELL, John C. (dir.), *Parties, Candidates and Voters in Japan: Six Quantitative Studies*, Ann Arbor, Center for Japanese Studies, The University of Michigan.
- BECK, Paul A. et al. (1986), « Citizen Views of Taxes and Services: A Tale of Three Cities », texte mimeo, Florida State University.
- BEEDELE, Paul, TAYLOR-GOODY, Peter (1983), « Ambivalence and Altruism: Public Opinion about Taxation and Welfare », *Policy and Politics*, vol 11, no 1, pp. 15-39.
- BLAIS, André (1986), *Une sociologie politique de l'aide à l'industrie*, Ottawa, Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada.
- BLAIS, André, DION, Stéphane (1987), « Les salariés du secteur public sont-ils différents? », *Revue Française de Science Politique*, vol. 37, no 1, pp. 76-97.
- BORRE, Ole (1984), « Critical Electoral Change in Scandinavia », dans DALTON, Russel J., FLANAGAN, Scott G., BECK, Paul A. (dir), *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?*, Princeton, Princeton University Press.
- BOS, Dieter (1982), « Crisis of the Tax State », *Public Choice*, vol. 38 no 3, pp. 225-231.
- CAPDEVIELLE, Jacques et al. (1981), *France de gauche, vote à droite*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques.
- CITRIN, Jack (1979), « Do People Want Something for Nothing: Public Opinion on Taxes and Government Spending », *National Tax Journal*, vol 32, no 2, pp. 113-129.
- CITRIN, Jack, GREEN, Donald Philip (1985), « Policy and Opinion in California after Proposition 13 », *National Tax Journal*, vol 38, no 1, pp. 15-35.
- COURANT, Paul M. et al. (1980), « Why Voters Support Tax Limitations Amendments: the Michigan Case », *National Tax Journal*, vol 33, no 1, pp. 1-20.
- CURTICE, John (1986), « Can a Generational Approach Explain Recent Political Change in Great Britain? », communication présentée au colloque *Generations et changement politique*, Québec, Université Laval, juin 1986.

- DUKE, Vic, EDGELL, Stephen (1984), «Public Expenditure cuts in Britain and Consumption Sectoral Cleavages», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol 8, no 2.
- EDGELL, Stephen, Duke, Vic (1982), «Reactions to the Public Cuts: Occupational Class and Party Realignment», *Sociology*, vol. 16, no 3, pp. 431-439.
- ETZIONI-HALEVY, Eva (1985), «Has the New Right Curbed the Growth of Bureaucracy?», *Journal of Political and Military Sociology*, vol 13, no 2, pp. 283-296.
- FERGUSON, Thomas F., ROGERS, Joel (1986), «The Myth of Amerian's Turn to the Right», *The Atlantic Monthly*, may, pp. 43-53.
- FIELD, M. (1978), «Spending a Message: Californian Strike Back», *Public Opinion*, vol 2, no 3, pp. 3-7.
- FISHER, Ronald C. (1985), «Taxes and Expenditures in the US: Public Opinion Surveys and Incidence Analysis Compared», *Economic Inquiry*, vol 23, no 3, pp. 525-550.
- GRAMLICH, Edward M., RUBINFELD Daniel C. (1982), «Voting on Public Spending. Differences Between Public Employees, Transfer Recipients, and Private Workers», *Journal of Policy Analysis and Management*, vol 1, no 4, pp. 516-533.
- HADENIUS, Axel (1985), «Citizen Strike a Balance: Discontent with Taxes, Content with Spending», *Journal of Public Policy*, vol 5, no 3, pp. 349-365.
- HANSEN, Susan B. (1983), *The Politics of Taxation: Revenue Without Representation*, New York. Praeger.
- HEATH, Anthony, JOWELL, Roger, CURTICE, John (1985), *How Britain Votes*, Oxford, Perganson Press.
- HIBBS, Douglas A., MADSEN, Henrick J, (1981), «Public Reactions to the Growth of Taxation and Government Expenditure», *World Politics*, vol. 33, no 3, pp. 413-435.
- JOHNSTON, Richard (1986), *Public opinion and Public Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- KINDER, Donald R. (1983), «Diversity and Complexity in American Public Opinion», dnas FINLIFTER Ada W. (dir.), *Political Science, the State of the Discipline*, Washington, American Political Science Association.
- LAAD, Helen F., WILSON, Julie B. (1982), «Why Voters Support Tax Limitations: Evidence from Massachussetts Proposition 2½», *National Tax Journal*, vol 35, no 1, pp. 121-148.
- LADD, Everett C. (1979), «The New Polls: Taxing and Spending», *The Public Opinion Quarterly*, vol 43, no 1, pp. 126-135.
- LADD, Everett C. (1985), «Tax Americana», *Public Opinion*, vol 8, no 1.
- LEWIS, Allan (1979), «An Empirical Assessment of Tax Mentality», *Public Finance*, vol 34, no , pp. 245-257.
- LEWIS, Allan (1980), «Attitudes to Public Expenditure and their Relationship to Voting Preferences», *Political Studies*, vol 28, no 2, pp. 284-292.
- LEWIS, Allan, JACKSON, Diane (1985), «Voting Preferences and Attitudes to Public Expenditure», *Political Studies*, vol 33, no 3, pp. 457-466.
- LISTHAUG, Ola, MILLER, Arthur H. (1985), «Public Support for Tax Evasion: Self-Interest or Symbolic Politics?», *European Journal of Political Research*, vol 13, no 3, pp. 265-282.
- LOWERY, Daniel, SIGELMAN, Lee (1981), «Understanding Tax Revolt: Eight Explanations», *The American Political Science Review*, vol 75, no 4, pp. 963-975.

- MUSGRAVE, Robert (1979), «The Tax Revolt», *Social Science Quarterly*, vol 59, no 4, pp. 697-703.
- NAVARRO, Vincente (1985), «The 1984 US Elections of the New Deal», *Social Policy*, vol 15, no 4, pp. 3-10.
- NEIMAN, Max, RIPOSA, Perry (1986), «Tax Rebels and Tax Rebellions», *Western Political Quarterly*, vol 39, no 3, pp. 435-446.
- NISKANEN, William A. (1971), *Bureaucracy and Representative Government*, Chicago, Aldine and Athertone.
- ROSE, Richard (1983), «Two and One — Half Cheers for the Market in Britain», *Public Opinion*, vol 6, no 3, pp. 10-15.
- ROSE, Richard (1985), «The Programme Approach to the Growth of Government», *British Journal of Political Science*, vol 15, no 1, pp. 1-29.
- SARLVIK, Bo, HOLMBERG, Soren (1985), «Social Determinants of Party Choice in Swedish Elections, 1956-1982», Congrès de l'Association internationale de science politique, Paris.
- SAUNDERS, Peter, KLAU, Friedrich (1985), «Le rôle du secteur public: causes et conséquences de l'élargissement du secteur public», *Revue économique de l'OCDE*, vol 4, pp. 1-255.
- SCHLOZMAN, Kay L., VERBA, Sidney (1979), *Injury to Insult: Unemployment. Class and Political Response*, Cambridge, Harvard University Press.
- SCOTT, Wilbur J., GRASSMICH, Harold G., ECKERT, Craig M. (1981), «Dimensions of the Tax Revolt», *American Political Quarterly*, vol 9, no 1, pp. 71-87.
- SUSSKIN, Lawrence, HORAN, Cynthia (1983), «Proposition 2½: the Response to Tax Redistribution in Massachussetts», *Proceedings of the Academy of Political Science*, vol 35, no 1, pp. 158-171.
- WHITELEY, Paul (1986), «Predicting the Labour Vote in 1983: Social Backgrounds Versus Subjective Evaluations», *Political Studies*, vol 35, no 1, p. 82-98.
- YOUNG, Robert (1983), «Business and Budgeting: Recent Proposals for Reforming the Revenue Budgetary Process», *Analyse des politiques*, vol 9, no 3, pp. 347-361.